

## Discours prononcé lors de la 8ème session internationale d'IAGF

Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves

Thème :

Santé des fleuves, santé des hommes : l'exemple du fleuve Maroni

Par Monsieur Patrick Lecante

Président du CEB de Guyane, Maire de Montsinéry-Tonnégrande

---

### Collectivité Territoriale de Guyane

Lundi 15 avril, 11h30 – 12h30



Monsieur Le Préfet de la Région Guyane,  
Monsieur le Président de la CTG, cher Rodolphe Alexandre,  
Monsieur le Président des Initiatives pour l'Avenir des Grands fleuves, cher Monsieur Orsenna,  
Mesdames et Messieurs selon vos fonctions respectives,

Monsieur Orsenna, vous avez emprunté votre pseudonyme littéraire au merveilleux roman de Julien Gracq, le Rivage des Syrtes. Je suis donc heureux de vous accueillir sur les rivages et rives de nos fleuves de Guyane. Notamment en tant que maire de Montsinéry et de Tonnégrande, deux villages réunis, nés de deux fleuves éponymes, non loin de Cayenne.

Je vous accueille surtout comme président du Comité de l'Eau et de la Biodiversité (CEB), deux termes heureusement réunis par la loi. Le CEB est le Parlement de l'eau et de la biodiversité de Guyane regroupant les représentants de l'État, les collectivités territoriales, les professionnels et les associations d'usagers, mais aussi le monde de la science. Chacun peut s'y exprimer librement et dans le plus profond respect de sa différence.

J'ai également une pensée pour l'Agence Française pour la Biodiversité, dont la présence enfin réelle en Guyane avec le service dédié à la valorisation de la biodiversité, permettra à la fois de réaliser un développement économique sur la base de nos richesses, mais également de poursuivre la lutte contre les pollutions de l'eau, à condition que les effectifs s'accroissent. C'est la preuve s'il en est que nos longs combats peuvent porter leurs

fruits, si nous faisons l'effort de les faire comprendre, d'être persuasifs et de travailler en partenariat et non en opposition.

Cher monsieur Orsenna, votre venue en Guyane est un honneur et un plaisir.

Un honneur car vos engagements, vos alertes, votre travail et j'oserais dire votre aura, donnent à notre territoire si particulier une lumière nouvelle. Elle nous permet de mettre en avant nos enjeux et nos fleuves.

Un plaisir aussi car elle m'a permis de lire vos ouvrages. Il y aurait tant à écrire sur la Guyane : j'espère que vous nous ferez l'honneur de l'un de vos prochains succès littéraires. Je suis persuadé que ce territoire va vous enivrer d'eaux et alimenter votre imagination féconde par sa beauté sauvage.

Sur ce territoire, nous pourrions dire, en paraphrasant Hérodote sur l'Égypte (et Hapy la crue annuelle du Nil), que la Guyane, dont le nom vient de Guiana en langue amérindienne arawak, signifiant la terre des eaux abondantes, est un don des fleuves. Ce don est fragile. Peu le savent et le respectent. J'espère profondément que vos travaux mettront en lumière cet équilibre de biodiversité. Car si nos masses d'eaux sont attaquées ou disparaissent, c'est notre identité qui est niée, c'est notre vie même qui est remise cause. En conséquence, nous devons être vigilants.

Vous nous emmenez souvent parcourir le monde pour mieux nous parler de nous-mêmes. C'est le propre des écrivains : votre talent nous permet de comprendre le sens de notre action. Et j'oserais dire, de mieux agir en pensant au long terme.

Cependant, une phrase m'a marqué dans votre « Avenir de l'eau » : « en politique, les intérêts, au mieux divergent, souvent s'opposent ». Permettez-moi d'être en désaccord sur ce point. Les ambitions s'opposent parfois, mais les intérêts, je ne le crois pas.

Vous nous faites l'honneur d'être présent en Guyane, aux côtés du Président Alexandre et de moi-même, tous deux hommes de terrain, hommes de convictions, hommes d'engagements et responsables politiques. Notre quotidien est de résoudre les difficultés de notre population, des plus simples aux plus complexes. Nous devons sans arrêt gérer les crises et les manques. Nous ne sommes en aucun cas opposés car alors nous ne serions pas dignes de la confiance de nos concitoyens. Au contraire, nous savons très bien que nous devons être unis. L'unité seule nous rendra fort.

Nous savons aussi que nous devons être amis, face à l'adversité et aux critiques. Et nous voyons en ce jour dans cette assemblée, cher Président Alexandre, que nous avons beaucoup d'amis avec nous pour défendre nos combats. Et notamment cette bataille majeure de l'eau potable pour tous dont vous avez si bien parlé, non seulement dans son accès mais dans l'ensemble de son cycle.

Les fleuves de Guyane que vous allez parcourir, j'en suis sûr, sont à notre image : multiples, multicolores, tumultueux, violents parfois, humains toujours, riches d'une histoire mouvementée et pleins de bonté pour les hommes qui savent les connaître et en caresser la douceur.

Je vous invite, cher monsieur Orsenna, et vous tous, à voyager sur ces fleuves, guidés par leurs habitants. Ils sont aussi les gardiens de nos traditions, de notre histoire. Ils vous feront voyager de nuit sur leurs pirogues qu'ils ont fabriquées eux-mêmes en creusant pendant des semaines dans les meilleurs bois d'arbres qu'eux seuls connaissent. Ils éviteront

les bancs de sable du fleuve en se repérant grâce à l'ombre des arbres projetée par la lune. Il y a une réalité dure et cruelle en Guyane, mais il y a aussi, pour qui sait la voir, une poésie dans ces voyages.

Nos traditions, nos cultures orales, notre univers mental sont toujours en lien avec le fleuve, qui a longtemps été notre moyen principal de déplacement. C'est par le fleuve que nos « Gangan » se dirigeaient vers ma commune, depuis Cayenne après avoir ravitaillé les populations du chef-lieu en produits agricoles et autre charbon de bois de palétuviers tant appréciés par elles à une époque pas si lointaine.

Je fais le pari que demain, c'est encore le fleuve qui nous permettra de nous déplacer sans polluer et de désengorger la circulation routière de l'agglomération de Cayenne par des navettes fluviales électriques. C'est aussi cela la transition énergétique que nous offrons au monde.

La route du fleuve Maroni existe déjà : elle est pratiquée depuis des siècles et c'est le fleuve lui-même. Le fleuve n'est pas un espace perdu pour les hommes : c'est un espace de paix gagné sur le tumulte. Il nous nourrit et nous permet de faire des rencontres. Il est à lui seul un projet.

Mais si vous êtes ici, c'est principalement pour le Maroni. Je me concentrerai donc sur l'enjeu de la frontière fluviale.

Nous parlons d'une frontière liquide. Nous parlons d'une frontière mouvante. Nous parlons d'une frontière où plus de 500 pirogues commercent quotidiennement d'une rive à l'autre. Nous parlons d'une frontière où les hommes parlent de multiples langues, mais les mêmes de chaque côté. Une frontière sur une carte, un bassin de vie et de culture en réalité pour ces hommes et ces femmes.

Il n'y a pas de frontière pour les richesses, mais pas de frontière non plus pour la pauvreté, pour les maladies, pour la misère humaine se traduisant par l'orpaillage illégal ou la prostitution contrainte. Pas de frontière quand nos fleuves sont pollués par la cupidité et les trafics. Pas de frontière quand nous devons sauver un blessé sur l'autre rive, parce que nous sommes humains avant tout. Pas de frontière pour ces hommes et ces femmes qui depuis toujours vont d'une rive à l'autre pour trouver les plantes médicinales, pour cultiver le manioc, pour cueillir les fruits ou pêcher le célèbre « jamen goûté » qui fait la réputation gastronomique de la capitale de l'Ouest, Saint-Laurent du Maroni, qui célèbre cette année son 70ème anniversaire.

Qu'est-ce qu'une frontière en réalité ? Passionnant sujet. Une limite géographique certes, mais aussi une limite temporaire, qui est peu de chose à l'échelle de l'histoire du monde et de ces fleuves puissants et majestueux de l'Amazonie qui nous ont précédés depuis des millénaires.

En réalité, la frontière n'est pas une fermeture, elle est une ouverture sur le monde, sur l'autre, sur la différence. En aucun cas, nos frontières ne doivent être des fermetures. Nous devons nous protéger, certes. Mais nous devons aussi mieux nous connaître de chaque côté des deux rives. C'est ce difficile équilibre qui doit être trouvé sur le Maroni comme sur l'Oyapock.

Bien sûr, nous ne pouvons pas accepter une immigration d'opportunité sociale si massive qu'elle engendre des conséquences inouïes et empêche les collectivités territoriales de proposer des services de base au-delà du scolaire, et encore. Et notamment de l'eau de

qualité : l'exemple de Mayotte où l'immigration illégale incontrôlée entraîne une pénurie d'eau doit nous alerter. Nous devons donc protéger nos frontières des migrants qui risquent, à cause de la désorganisation qu'ils provoquent, de détruire involontairement la ressource.

Mais ne soyons pas naïfs : le Maroni, comme l'Oyapock, ne sont pas des frontières. Ce sont des bassins historiques de vie. Des berceaux d'une culture unique, curieusement pas encore reconnue par l'UNESCO ni valorisée à sa juste place.

Le Maroni est un fleuve qui obéit au droit français et à la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). L'ambition de la DCE va au-delà de l'eau : elle vise à restaurer et à maintenir le bon état des milieux avec des objectifs environnementaux. Plus que jamais, nous devons nous y plier. D'autant plus que c'est la France qui a imposé sa vision et son expérience à l'Europe à travers cette DCE. Nécessité faisant force de loi, nous devons l'appliquer en Guyane car les fleuves sont attaqués par la pollution, qui vient parfois de la rive opposée, et parce que la méthode y est adaptée. En effet, la DCE est assise sur le triptyque : programmation, participation, appropriation.

J'appuierai sur ce dernier point : l'appropriation. Nous ne nous pourrions rien réussir sur le Maroni si nous en parlons ici, sans les habitants, sans les entrepreneurs, les collectivités de base, sans ceux qui y vivent et qui le connaissent mieux que nous.

Comme vous le savez tous, le Maroni vient du terme marronnage, lui-même issu de l'espagnol et adapté en français. Quel symbole, quelle image que ce mot voyageur ! Ce mot a été remodelé par les siècles pour rendre fiers ceux qui y habitent, fiers d'une tradition et d'un mode de vie. Il s'agissait, il y a plusieurs siècles, de la fuite combative des esclaves des plantations qui se sont réfugiés en amont des fleuves.

Attention, je crains que le marronnage ne soit pas dernière nous, et cela doit nous inquiéter, et nous responsabiliser. Nous aurons sans doute à faire face à une autre forme de marronnage : la fuite des hommes et femmes ayant tout perdu face aux modifications climatiques auxquelles nous assistons également ici, face à la misère qu'engendrent les crues et les sécheresses de plus en plus dures, face aux maladies qui se propagent. Nous devons à tout prix anticiper ce risque. Nous ne pouvons tourner le dos et faire comme avant. Finalement, nous avons l'obligation d'être innovant.

C'est pourquoi vos travaux sont essentiels : ils traitent de la santé des fleuves et des hommes qui y vivent, et qui en vivent. Orpillage clandestin, mercure, destruction du lit du fleuve, déchets : nos fleuves sont en danger. Nous pouvons soigner les hommes mais nous devons d'abord connaître les fleuves pour pouvoir les préserver. Les conséquences des pollutions anthropiques sont connues : suicides chaque mois voire chaque semaine, remise en cause non seulement des modes de vie, mais de la vie même de nos concitoyens qui vivent sur le fleuve, à côté du fleuve, par le fleuve et grâce à lui.

Aussi, j'ose vous suggérer de ne pas traiter que les conséquences et les enjeux des hommes d'aujourd'hui, mais aussi les causes pour que les hommes de demain puissent vivre ici.

Or, l'origine de ces fleuves dépassent nos frontières matérielles. Si nous sommes incapables de nous parler, de nous connaître entre Brésil, Suriname et Guyane, nous sommes voués à échouer.

C'est pourquoi, j'ai soutenu l'initiative Bio-Plateaux, lancée par l'Office International de l'Eau et l'Office de l'Eau de Guyane. Je remercie l'encouragement du Président Rodolphe Alexandre qui permettra, fin novembre 2019, de réaliser la conférence de lancement. Votre session internationale est donc un prélude formidable à des actions d'envergures, permises par l'accord des acteurs locaux et internationaux. A ce titre, elle ne pouvait mieux tomber.

Nous allons donc, au cours d'une conférence internationale, poser le premier jalon d'une coopération sur deux ans, fondée sur l'échange et le partage de connaissances entre les administrations des deux côtés de chaque fleuve. Car, aussi incroyable que cela puisse sembler, nous n'avons pas d'échanges, ou pas assez. Et pas sur les données techniques qui permettent d'éclairer les choix politiques.

Ainsi, pour la première fois, nous aurons non seulement un accord politique, mais également un échange sur la qualité des eaux, sur les risques de crues et de sécheresses. Nous mettrons la technologie en avant pour travailler ensemble grâce à l'apport du CNES. Ce projet est remarquable : je suis fier de le présenter ici.

Outre cette conférence de lancement, le projet sera décliné en trois parties, s'inscrivant dans les objectifs du 2<sup>ème</sup> plan de gestion des eaux de Guyane du SDAGE :

- 1- Création de groupes de travail transfrontaliers pour partager les connaissances sur les enjeux les plus prégnants, spécifiques à chacun de ces grands bassins versants transfrontaliers concernant l'eau et la biodiversité des milieux aquatiques.
- 2- Élaboration d'un cadre de partage des systèmes d'information existants : une plateforme du projet sera mise en place sous forme de portail web incluant l'accès à un catalogue de métadonnées et à des outils de valorisation des données et de diffusion des informations (outils de cartographie en ligne).
- 3- Éducation à l'environnement : le projet prévoit un module de formation adapté à une démarche citoyenne, à destination des établissements scolaires de l'Oyapock et du Maroni.

J'espère que vous reviendrez au mois de novembre prochain, cher monsieur Orsenna, pour que vous soyez le parrain de cette première étape. Et que vous puissiez témoigner de l'avancée de la Guyane grâce à l'addition des bonnes volontés.

Car je suis certain que

Sur la terre des parias de Léon Gontran Damas,

Sur la terre de l'esclave manchot et unijambiste du Suriname conté par Voltaire pour attaquer la cruauté humaine et rappeler la souffrance des esclaves, nos ancêtres,

sur la terre où sont morts tant de bagnards amenés par les eaux jusqu'à nous, nos frères aussi, sur la terre où ont disparu tant de peuples amérindiens qui connaissent le fleuve mieux que quiconque, nos frères bien-sûr,

sur cette terre de Guyane enfin qui appartient à tous ceux qui l'aiment,

je suis certain que sur cette terre des eaux nous réussirons à en faire une terre des hommes.

A en faire une terre des eaux pour les hommes.

Nous réussirons à faire prospérer la vie de tous avec de l'eau de surface ou souterraine autant abondante que de qualité pour chacun. Et à être conforme à nos engagements européens par des moyens nouveaux. Je vous engage tous à soutenir notre initiative pour un

Plan Exceptionnel d'Investissement pour l'eau en Guyane, comme la Corse a pu en bénéficier il y a quelques années.

J'espère que nous réussirons à faire en sorte que ces frères humains qui après nous vivront n'aient pas le cœur contre nous endurcis, comme disait le poète, en prenant dès à présent les mesures adaptées afin de préserver pour plusieurs siècles encore notre Amazonie sauvage et merveilleuse.

Permettez, cher Président Alexandre, cher monsieur Orsenna, et vous tous, d'employer la formule d'un illustre écrivain caribéen, M. Ernest Pépin, dans sa Lettre Ouverte :

« Passé les brûlures de l'esclavage, passé les interminables débats sur l'identité, passés négritude et créolité, comment devons-nous aborder le XXIe siècle dans une perspective qui soit la nôtre ? Je ne renie aucune parcelle de mon passé... mais je voudrais me positionner résolument dans l'avenir ».

Cette formule doit être la devise de tous ceux qui agissent. Nos difficultés sont grandes, mais nous arriveront à les traiter par nos efforts conjugués. N'ayons pas peur d'oser regarder l'avenir et les périls, pour mieux traiter les enjeux de nos concitoyens. Nous le leur devons. Comme nous le devons au monde entier.

Plus que jamais, le monde nous regarde, car le rôle de l'Amazonie est essentiel face au changement climatique. Merci par votre initiative d'attirer les yeux du monde sur nous. Essayons, chacun, d'être à la hauteur de notre destin pour le bien de tous en Guyane.

Vous pouvez compter sur mon engagement à vos côtés.

Je vous remercie.

